Burundi : ouverture des bureaux de vote pour les élections communales

@rib News, 24/05/2010 â€“ Source AFPLes bureaux de vote ont ouvert lundi matin au Burundi oÃ¹ quelque 3,5 millions d'Ã©lecteurs sont invitÃ©s Ã Ã©lire leurs conseillers communaux, un scrutin local Ã valeur de test national pour les principaux partis du pays, a-t-on constatÃ© sur place.On a ainsi constatÃ© l'ouverture, dÃ¨s 06H00 (04H00 GMT), d'un bureau de vote dans le sud de la capitale, devant lequel une soixantaine d'Ã©lecteurs patientaient dans le calme.
PrÃ©vu vendredi, le scrutin avait Ã©tÃ© repoussÃ© Ã la derniÃ¨re minute Ã dimanche, puis lundi, en raison de difficultÃ©s logistiques, avec des bulletins de vote livrÃ©s "en quantitÃ© insuffisante" et de nombreuses cartes d'Ã©lecteurs toujours pas distribuÃ©es.Les 3,5 millions d'Ã©lecteurs sont appelÃ©s Ã dÃ©signer prÃ¨s de 2.000 conseillers dans les 129 communes du pays, dont la population estimÃ©e Ã 8,5 millions est Ã 85% hutu.Ce scrutin donne le coup d'envoi d'un marathon Ã©lectoral de plusieurs mois, avec notamment l'Ã©lection prÃ©sidentielle le 28 juin et des lÃ©gislatives le 23 juillet, un processus Ã©lectoral crucial pour la consolidation de la paix dans ce pays meurtri par 13 ans de guerre civile (1993-2006).La campagne s'est achevÃ©e le 18 mai aprÃ¨s deux semaines d'intenses activitÃ©s partisanes, marquÃ©es par des affrontements entre groupes de jeunes et des accusations d'assassinats ciblÃ©s entre partis.Cette premiÃ¨re Ã©tape Ã©lectorale a dÃ©jÃ pris des allures de face-Ã -face entre les deux principaux partis hutu, l'ex-rÃ©bellion du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie - Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD) du chef l'Etat sortant Pierre Nkurunziza, et l'autre mouvement rebelle des Forces Nationales de LibÃ©ration (FNL), conduit par Agathon Rwasa. "La perspective d'une bataille Ã©lectorale entre groupes politiques rivaux cherchant Ã gagner le soutien des Ã©lecteurs hutu pourrait miner l'expÃ©rience dÃ©mocratique burundaise et pousser certains ex-combattants Ã se battre de nouveau, anÃ©antissant ainsi les acquis rÃ©cent du processus de paix", mettait en garde rÃ©cemment le centre de rÃ©flexion International Crisis Group.Le principal parti tutsi, l'Union pour le progrÃ¨s national (Uprona), tentera de rester le parti numÃ©ro un de la minoritÃ© tutsi et conserver le poste de vice-prÃ©sident censÃ© revenir Ã un parti tutsi.L'Union europÃ©enn dÃ©ployÃ© sur place la principale mission d'observation Ã©lectorale, composÃ©e de quelque 110 personnes.Le Burundi a basculÃ© dans une guerre civile particuliÃ¨rement brutale (300.000 morts) en 1993, aprÃ¨s l'assassinat par l'armÃ©e, alors dominÃ©e par la minoritÃ© tutsi, du premier prÃ©sident dÃ©mocratiquement Ã©lu, le hutu Melchior Ndadaye.La signature d'un accord de paix en 2000 a permis l'Ã©lection en 2005 de l'actuel chef de l'Etat par l'AssemblÃ©e nationale et le SÃ©nat.La guerre a ravagÃ© le pays, l'un des plus densÃ©ment peuplÃ©s du continent avec 300 habitants au km2 : 68% de la population vit sous le seuil de pauvretÃ© contre 37% en 1993.